

MARCHE PUBLIC DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES ET TECHNIQUES PARTICULIÈRES (CCATP)

(CCATP N° DIRCE-SREI-2025-bassins du 3 août 2025)

l'Acheteur

Etat - Ministère chargé des Transports
Direction Interdépartementales des Routes Centre-Est (DIR-CE)

Représentant de l'acheteur (RA)

Madame la Directrice Interdépartementale des Routes Centre-Est, par délégation de
Madame la Préfète de la Région Auvergne-Rhône-Alpes, Préfète coordonnatrice,
des itinéraires routiers (selon l'arrêté préfectoral en vigueur)

Objet du marché

Maintenance des stations de relevage des eaux et systèmes mécaniques des bassins
de rétention du SREI de Chambéry

Le présent CCATP comporte ____ annexe(s).

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES ET TECHNIQUES PARTICULIÈRES

SOMMAIRE

	Pages
ARTICLE PREMIER. OBJET ET NORMES - DISPOSITIONS GÉNÉRALES.....	5
1-1. Objet du marché et Normes.....	5
1-2. Représentation de l'acheteur et forme des notifications.....	5
1-3. Point de départ du délai d'exécution.....	7
1-4. Passation des commandes.....	7
1-5. Décomposition en tranches et en lots.....	8
1-6. Obligation de confidentialité et mesures de sécurité, protection des données à caractère personnel.....	8
1-7. Contrôle des coûts de revient.....	8
1-8. Dispositions générales.....	8
1-9. Ordres de service.....	11
1-10. Clauses de réexamen du marché public.....	11
ARTICLE 2. PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ.....	12
ARTICLE 3. PRIX - VARIATION DANS LES PRIX - RÈGLEMENT DES COMPTES..	12
3-1. Tranche(s) optionnelle(s).....	12
3-2. Contenu des prix - Règlement des comptes.....	13
3-3. Variation dans les prix.....	14
3-4. Paiement direct des sous-traitants.....	15
ARTICLE 4. DÉLAI D'EXÉCUTION - PÉNALITÉS, PRIMES ET RETENUES.....	16
4-1. Délai d'exécution.....	16
4-2. Pénalités pour retard d'exécution.....	16
4-3. Pénalités et retenues autres que retard d'exécution.....	17
4-4. Primes pour réalisation anticipée des prestations.....	18
ARTICLE 5. CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SÛRETÉ.....	18
5-1. Retenue de garantie.....	18
5-2. Avances.....	18

ARTICLE 6. QUALITÉ, CONTRÔLE ET PRISE EN CHARGE DES MATÉRIAUX ET PRODUITS.....	19
ARTICLE 7. MISE EN PLACE ET EXÉCUTION DU MARCHÉ.....	19
7-1. Mise en place du marché.....	19
7-2. Programme d'exécution.....	20
7-3. Conditions d'exécution.....	20
7-4. Conditions d'intervention.....	21
7-5. Formation.....	21
7-6. Prescriptions particulières d'hygiène et de sécurité.....	21
ARTICLE 8. CONTRÔLES, ADMISSIONS ET GARANTIES.....	21
8-1. Surveillance en usine, vérifications et essais.....	21
8-2. Admission.....	21
8-3. Garantie(s).....	21
ARTICLE 9. RÉSILIATION.....	22
ARTICLE 10. CLAUSES TECHNIQUES.....	23
PRESTATIONS DE MAINTENANCE PRÉVENTIVE.....	23
10-1. RN90 Station de relevage de la Trémie de Champoulet.....	25
10-2. RN 90 Bassin du Tunnel de Ponserand Aval.....	26
10-3. RN 90 Bassin du Tunnel de Ponserand Amont.....	27
10-4. RN 90 Bassin de Montgalgan aval.....	28
10-5. RN 90 Bassin de Montgalgan amont.....	28
10-6. RN 90 Bassin de rétention côté Saint-Marcel (aval).....	29
10-7. RN 90 Bassin de rétention côté Centron (amont).....	30
10-8. RN 90 Bassin de rétention de la galerie cycliste amont (Centron).....	31
10-9. RN 90 Bassin du réservoir incendie côté Saint-Marcel (aval).....	32
10-10. RN 90 Bassin du réservoir incendie côté Centron (amont).....	32
10-11. RN 201 Bassin de rétention du tunnel des Monts.....	33
10-12. RN 201 Bassin de rétention de la Mare.....	34
10-13. RN 201 (RD16A) Station de relevage.....	34
10-14. RN 85 Bassin de rétention Nord.....	35
10-15. RN 85 Bassin de rétention Sud.....	36
10-16. RN 85 Bassin de rétention de la rampe de Laffrey.....	36
10-17. RN 87 Station de relevage de Meylan.....	37

10-18. RN 87 Bassin NAVIS.....	38
10-19. Modalités d'exécution.....	39
ARTICLE 11. CLAUSE SOCIALE D'INSERTION.....	40
ARTICLE 12. DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX.....	40

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES ET TECHNIQUES PARTICULIÈRES

Dans tout ce document, le code de la commande publique est désigné par l'abréviation CCP.

ARTICLE PREMIER. OBJET ET NORMES - DISPOSITIONS GÉNÉRALES

1-1. Objet du marché et Normes

Les prestations, objet du présent marché, concernent :

la maintenance préventive et corrective des stations de relevage des eaux et systèmes mécaniques des bassins de rétention du SREI (Service Régional de l'Entretien et de l'Ingénierie) de la DIR Centre Est.

Le ou les lieux d'exécution des prestations sont les suivants :

Pour les sites relevant de :

- la RN90, il s'agit du CEI d'Aigueblanche-Albertville,
- la RN 201, il s'agit du CEI de Chambéry,
- les RN 85 et 87, il s'agit du CEI de Grenoble.

Les prestations d'un accord-cadre à bons de commande mono-attributaire conformément aux dispositions des articles L.2125-1 1° et R.2162-1 à R.2162-6, R.2162-13 à R.2162-14 du CCP.

Si le marché est passé avec un **groupement conjoint**, le mandataire du groupement est solidaire, de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard du maître d'ouvrage.

1-2. Représentation de l'acheteur et forme des notifications

1-2.1. Représentation de l'acheteur pour l'exécution du marché

Le représentant de l'acheteur (RA) est, sous réserve de changements ultérieurs : Mme La Directrice Interdépartementale des Routes Centre-Est, par délégation de Madame la Préfète coordonnatrice des itinéraires routiers.

Pour l'exécution du marché, l'acheteur est représenté, sous réserve de changement ultérieur, par :

Le chef du service régional d'exploitation et d'ingénierie (SREI) ou son adjointe pour assumer notamment les fonctions suivantes :

- La réception du contrat de sous-traitance et de ses avenants éventuels lorsqu'il en fait la demande (CCAG art. 3.6.1.5) ;

- La réception d'une copie de la caution personnelle et solidaire mentionnée à l'article L.2193-14 du CCP (CCAG art. 3.6.2.4) ;
- La réception de l'acte donnant délégation pour paiement aux sous-traitants indirects (CCAG art. 3.6.2.6) ;
- La réception des demandes du titulaire de constatations contradictoires en cas de carences du maître d'œuvre et la fixation de la date des constatations (CCAG art. 11.6) ;
- La réception de l'information émanant du titulaire de l'absence de transmission de l'état d'acompte par le maître d'œuvre (CCAG art. 12.2.2) ;
- La réception de la mise en demeure par le titulaire d'établir le décompte général (CCAG art. 12.4.2) ;
- La réception du décompte général (CCAG art. 12.4.4) signé par le titulaire ou les réserves apportées par le titulaire sur le décompte général ;
- La réception du plan de prévention ou du PPSPS dans le cadre de l'article L4532-9 du code du travail (CCAG art. 28.3) ;

La réception de la demande du titulaire pour fixer la date des opérations préalables à la réception en cas de carence du maître d'œuvre (CCAG art. 41.1.2).

1-2.2. Formes des notifications

Toutes les notifications au titulaire des décisions ou communication d'informations liées à l'exécution du présent marché, qu'elles fassent courir un délai ou non, sont réalisées par voie électronique, soit par la plateforme de dématérialisation, soit par courriel.

En complément de l'article 3.1 du CCAG, pour la bonne exécution des prestations, les parties veilleront tout au long de l'exécution du marché à ce que les adresses mails indiquées dans les documents particuliers du marché puissent assurer des échanges en temps réels.

Tout au long de l'exécution des prestations du marché, l'acheteur procédera à la notification de toutes les informations par voie électronique, via la messagerie de la plate-forme de dématérialisation PLACE, au titulaire, ou le cas échéant au mandataire du groupement (destinataire).

La messagerie sécurisée de PLACE assurera la traçabilité, la sécurité, la confidentialité et l'horodatage de tous les échanges, y compris ceux des accusés de réception par le destinataire. Ces accusés de réception seront générés par PLACE, et permettront de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception de l'information.

En application de l'article 3.1.2 du CCAG, c'est la date et l'heure de réception de la première consultation du document qui a été adressé, mentionnées sur le récépissé générés par PLACE, qui sont considérées comme celles de la notification.

Conformément à l'article 3.1.2 du CCAG, à défaut de consultation de l'information sur PLACE par le destinataire, dans les huit jours à compter de l'envoi de l'information (ou de la mise à disposition des documents), les documents seront réputés avoir été notifiés à l'issue de ce délai. Par dérogation à l'article 3.2.1 du CCAG, si l'information transmise au destinataire ne mentionne pas de délai (s) celui-ci (eux-ci) commencent à courir dès l'accusé de réception par le destinataire.

Toutefois, lorsque le délai est exprimé en heures, il commence à courir à compter de l'heure suivant celle où s'est produit le fait qui sert de point de départ de ce délai.

Dans le cas d'un envoi par courriel :

- Si la décision ou l'information fait courir un délai en mois ou en jours : dans le cas où le titulaire n'accuserait pas réception, une copie du courriel lui sera adressée en utilisant la plateforme de dématérialisation ou par courrier RAR et il sera réputé l'avoir reçu 24 heures après la date d'envoi figurant sur le courriel initial.
- Si la décision ou l'information fait courir un délai en heures : dans le cas où le titulaire n'accuserait pas réception dans l'heure, une copie du courriel lui sera adressée en utilisant la plateforme de dématérialisation de l'acheteur et il sera réputé l'avoir reçu 1 heure après la date d'envoi figurant sur le courriel initial.

1-3. Point de départ du délai d'exécution

- Le bon de commande précise les conditions d'exécution et en particulier la mise en œuvre d'une période de préparation si elle s'avère nécessaire.
Il sera dérogé à l'article 13.1.2 du CCAG, dans le cas où le délai d'exécution du bon de commande partirait de la date précisée dans la décision du RPA pour commencer l'exécution de celui-ci.

1-4. Passation des commandes

Les commandes successives sont adressées sous forme de bons de commandes signés par le RPA ou son représentant ayant reçu délégation.

Les bons de commande seront adressés pendant les jours et les heures ouvrables, (du lundi au vendredi, de 08h00 à 11h45 et de 13h30 à 16h45), du 1er janvier au 31 décembre, par échanges dématérialisés dans les conditions définies au 1-2.3 du présent CCAP.

Les interventions urgentes lors des astreintes seront déclenchées sur simple appel téléphonique d'un représentant du pouvoir adjudicataire dûment habilité et confirmées par bon(s) de commande sous un délai de deux jours ouvrés.

Les notifications seront effectuées aux adresses de messagerie électronique indiquées dans l'Acte d'Engagement. Tout changement devra être signalé pour être valable.

Si le marché est passé avec un **groupement conjoint**, le mandataire du groupement est solidaire, de chacun des membres du groupement, pour ses obligations contractuelles à l'égard du maître de l'ouvrage.

Le pouvoir adjudicateur confie au titulaire, pendant toute la durée de validité du marché précisée à l'article 3-1 de l'Acte d'Engagement, l'exécution de la totalité des prestations ci-dessus définies, suivant les commandes faites au fur et à mesure des besoins.

Chaque bon de commande précise :

- la date de son émission ;
- son numéro ;
- le nom et l'adresse du titulaire du marché ;
- le délai de la période de préparation et son point de départ, s'il y a lieu ;
- le délai d'exécution de la prestation et son point de départ ;
- la désignation et la nature de la prestation ;
- les prix unitaires et/ou forfaitaires ;
- le montant de la commande hors taxe, le montant de la TVA et le montant TTC ;
- le lieu d'exécution et la zone géographique concernée ;

- la référence du marché ;
- le numéro d'engagement juridique.

Le RPA confie au titulaire, pendant toute la durée de validité du marché précisée à l'article 3-1 de l'acte d'engagement, l'exécution de la totalité des prestations ci-dessus définies, suivant les commandes faites au fur et à mesure des besoins.

1-5. Décomposition en tranches et en lots

Il n'est pas prévu de décomposition.

1-6. Obligation de confidentialité et mesures de sécurité, protection des données à caractère personnel

1-6.1 Obligation de confidentialité

En application de l'article 5-1 du CCAG, le titulaire s'engage à la plus grande discrétion concernant les éléments de toute nature qui lui sont communiqués par l'acheteur et s'interdit de les porter à la connaissance de quiconque sans autorisation préalable de ce dernier.

La méconnaissance de cette obligation entraîne l'application de la pénalité définie à l'article 4-3.9 du CCAP.

1-6.2. Sites sensibles

Sans objet.

1-6.3 RGPD (Règlement général sur la protection des données)

En application de l'article 5-2 du CCAG, et d'une façon générale le titulaire est responsable du traitement des données personnelles qu'il réalise pour son propre compte et l'acheteur est responsable du traitement des données personnelles qu'il communique au titulaire qui doit en assurer la confidentialité et la sécurité dans les conditions particulières définies dans le contrat.

L'exécution du présent marché ne requérant pas pour le titulaire l'accès à des données personnelles détenues par l'acheteur ni le traitement de telles données, il n'est donc pas prévu de dispositions particulières à cet effet.

Toutefois, si en cours d'exécution du marché, le titulaire devait avoir accès à de telles données ou en assurer le traitement, il devra en alerter l'acheteur afin de convenir ensemble des mesures particulières nécessaires à la protection de ces données dans le respect des exigences du règlement de l'Union européenne 2016/679 du 27/04/2016.

En cas de carence du titulaire dans son devoir d'alerte, il sera fait application de la pénalité prévue à l'article 4-3.10 du présent CCAP.

1-7. Contrôle des coûts de revient

Sans objet.

1-8. Dispositions générales

Le titulaire s'engage à fournir tous les 6 mois à compter de la notification du marché et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, les pièces et attestations sur l'honneur notamment prévues à l'article D8222-5 ou D8222-7 du code du travail.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne mise à disposition, gratuitement, par les ministères chargés de l'environnement et du logement, à l'adresse suivante : <https://www.e-attestations.com>.

1-8.1. Mesures d'ordre social - Application de la réglementation du travail

Le titulaire est soumis aux obligations résultant des lois et règlements relatives à la protection de la main d'œuvre et aux conditions du travail.

Le titulaire doit être en mesure de justifier pour lui-même et ses sous-traitants quel que soit leur rang, sur simple demande du représentant de l'acheteur, du respect des obligations prévues par les huit conventions fondamentales de l'Organisation Internationale du Travail.

Il devra, sur demande du représentant de l'acheteur, communiquer les documents justificatifs et permettre l'accès à l'ensemble de ses lieux de travail et de ceux de ses sous-traitants.

En cas d'infraction constatée, le marché pourra être résilié dans les conditions définies à l'article 44 du CCAg.

En application de l'article D.8222-5 du Code du Travail, le titulaire est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés par ledit article.

Dans le cas de titulaires groupés, le respect de ces mêmes obligations par les cotraitants doit être assuré à la diligence et sous la responsabilité du mandataire.

En application des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail et avant la notification du marché, le titulaire, qu'il soit étranger ou non, doit remettre à l'acheteur la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du Code du Travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

La communication de la liste mentionnée à l'alinéa précédent doit être effectuée tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du présent marché, les clauses nécessaires au respect des prescriptions des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail.

1-8.2. Dispositions applicables en cas d'intervenants étrangers ou de travailleurs détachés

1-8.2.1. Intervenants étrangers

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français.

Si le titulaire est étranger et n'a pas d'établissement en France, il facture ses prestations hors TVA.

En application des articles D.8222-7 et 8 du Code du Travail, le titulaire, s'il est établi ou domicilié à l'étranger, est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés par ledit article.

En application des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail et avant la notification du marché, le titulaire doit remettre au maître de l'ouvrage la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du Code du Travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

La communication de la liste mentionnée à l'alinéa précédent doit être effectuée tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du présent marché, les clauses nécessaires au respect des prescriptions des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail.

La monnaie de compte du marché est **l'euro**. Le prix, libellé en **euros**, reste inchangé en cas de variation de change.

Si le titulaire entend recourir aux services d'un sous-traitant étranger, la demande de sous-traitance doit comprendre, outre les pièces prévues à l'article R.2193-1 du CCP, une déclaration du sous-traitant, comportant son identité et son adresse ainsi rédigée :

"J'accepte que le droit français soit le seul applicable et les tribunaux français seuls compétents pour l'exécution en sous-traitance du marché N°..... du ayant pour objet

Mes demandes de paiement seront libellées **en euros** et soumises aux modalités de l'article 3-4 du présent CCATP.

Leur prix restera inchangé en cas de variation de change. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français."

En application de l'article L1262-4-1 du code du travail, lorsque le titulaire ou le sous-traitant procède à un détachement de travailleurs, il fournit à l'acheteur une copie de la déclaration de détachement effectuée auprès de l'inspection du travail.

1-8.2.2. Lutte contre les prestations de services internationales illégales

a/ Désignation d'un représentant du titulaire

Le titulaire établi hors de France qui détache des salariés pour l'exécution du présent marché public doit conformément aux articles L 1262-1-1 et R 1263-2-2 du code du travail désigner sur le territoire français un représentant, unique interlocuteur de l'inspection du travail pendant toute la durée du détachement.

b/ Documents à produire

Avant chaque détachement, le représentant désigné par le titulaire doit transmettre à l'acheteur les documents suivants :

- Une copie de la déclaration de détachement transmise à l'unité départementale mentionnée à l'article R. 1263-4-1, conformément aux dispositions de l'article R. 1263-6-1 du code du travail, concernant :
 - les salariés détachés par ses soins,
 - les salariés détachés par les soins de ses sous-traitants quel que soit leur rang dans la chaîne de sous-traitance,
 - ainsi que les salariés détachés par toute entreprise de travail temporaire située hors de France sollicitée dans le cadre de l'exécution du présent marché par le titulaire ou ses sous-traitants quel que soit leur rang.
- Une copie du document désignant le représentant susmentionné.

Le représentant du titulaire doit veiller au respect de ces obligations. Faute pour le titulaire de se conformer à ces obligations, l'acheteur, après mise en demeure préalable de se mettre en conformité avec la réglementation du travail dans un délai de huit jours, résilie le marché aux torts du titulaire dans les conditions définies à l'article 32.3 du CCAG.

1-8.3. Assurances

Les titulaires et leurs sous-traitants éventuels doivent être garantis par une police destinée à couvrir leur responsabilité civile en cas de préjudices causés à des tiers, y compris l'acheteur public, à la suite de tout dommage corporel, matériel et immatériel consécutif ou non, du fait de l'opération avant ou après son exécution.

Leurs polices doivent apporter les minimums de garantie suivants :

- dommages corporels : 9 000 000 € par sinistre ;
- dommages matériels et immatériels : 2 000 000 € par sinistre et par année.

Conformément à l'article 9-2 du CCAG, le(s) titulaire(s), pour justifier l'ensemble de ces garanties, fourni(ssen)t une attestation dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché, émanant de leur compagnie d'assurance, ainsi que les attestations de leurs sous-traitants répondant aux mêmes conditions de garantie. Ils doivent adresser ces attestations à l'acheteur dans le mois qui suit la date d'expiration de la garantie antérieure, pendant toute la durée de leur mission. Sur simple demande de l'acheteur, les titulaires doivent justifier à tout moment du paiement de leurs primes ainsi que de celles de leurs sous-traitants.

1-8.4. Désignation de sous-traitants en cours de marché

Les demandes d'acceptation des sous-traitants et d'agrément des conditions de paiement sont formulées dans le projet d'acte spécial.

Le titulaire doit joindre, en sus des renseignements exigés par l'article R.2193-1 du CCP, l'attestation d'assurance de responsabilité civile professionnelle visée à l'article 1-8.3. ci-dessus.

1-8.5. Clauses sociales et environnementales

1-8.5.1. Clauses sociales

Sans objet.

1-8.5.2. Clauses environnementales

Conformément à l'article n° 16.2 du CCAG, les pièces particulières du marché fixent des prescriptions environnementales notamment pour la réduction des nuisances, la gestion des déchets, les modalités de transport, et la qualité environnementale des matériaux.

1-9. Ordres de service

L'ordre de service est la décision de l'acheteur qui précise les modalités d'exécution des prestations prévues par le marché.

Les ordres de service sont notifiés par le représentant de l'acheteur, désigné lors de la notification du marché, au titulaire dans les conditions de l'article 3.8 du CCAG.

1-10. Clauses de réexamen du marché public

Les clauses de réexamen du marché public seront les suivantes :

Clause de réexamen – Fourniture de matériels devenus nécessaires pour le maintien en bon état de fonctionnement des équipements dont la maintenance est prévue au marché.

Pour la fourniture de matériels non prévus dans la liste des prix que le titulaire doit utiliser pour la réalisation de ces interventions, il est mis en place d'un Coefficient de

Peine et Soins (CPS) fixé dans la liste des prix du titulaire. Ce coefficient s'applique sur la facture HT fournisseur. Les matériels concernés doivent nécessairement avoir fait l'objet d'un devis préalable, validé par le RPA ou son représentant.

Afin de se prémunir d'un risque de surfacturation :

- Dès lors qu'il n'existe pas d'exclusivité de distribution sur le territoire ou qu'il existe plusieurs matériels de qualités équivalentes approuvés par l'exploitant, l'exploitant pourra demander au titulaire de produire trois devis pour justifier le choix de son fournisseur. Si le devis qu'il est proposé de retenir n'est pas le moins cher, il produit une justification (incompatibilité avec la prestation attendue, maintenabilité ou qualité supérieure d'un matériel, etc) ;
- Les accords contractuels créant des réductions de prix hors facture (communément appelé « marges arrières », tel que des contrats de type RFA - Remise de fin d'année), qui intéressent le titulaire aux prix et quantités de vente, sont strictement proscrits sur les produits concernés par l'utilisation du CPS ;
- S'il trouve de lui-même un fournisseur moins cher, l'exploitant peut substituer un fournisseur proposé par un autre, à première demande. Dès lors, le CPS est diminué de 5 points (ex : s'il est fixé à 120, il passe alors à 115).

ARTICLE 2. PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Les pièces constitutives du marché sont les suivantes par ordre de priorité :

- L'acte d'engagement et ses annexes éventuelles, dont l'exemplaire original conservé dans les archives de l'acheteur fait seul foi (**daté et signé par les représentants habilités des parties**);
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG) approuvé par l'arrêté du 1er avril 2021 (NOR : ECOM2106868A) ;
- Le présent Cahier des Clauses Administratives et Techniques Particulières (CCATP) et ses annexes, dont l'exemplaire original conservé dans les archives de l'acheteur fait seul foi ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché
- La liste des prix.

ARTICLE 3. PRIX - VARIATION DANS LES PRIX - RÈGLEMENT DES COMPTES

3-1. Tranche(s) optionnelle(s)

Sans objet.

3-2. Contenu des prix - Règlement des comptes

3-2.1. Contenu des prix

Les stipulations du CCAG sont seules applicables.

3-2.2. Les prestations faisant l'objet du marché sont réglées par application des prix unitaires et/ou forfaitaires dont le libellé est donné dans la liste des prix.

Le titulaire est tenu d'aviser l'acheteur de la date probable à laquelle le montant des prestations atteindra le montant du marché. Il ne pourra exécuter aucune prestation au-delà de ce montant sans un avenant ou une décision de poursuivre signée par le représentant de l'acheteur.

3-2.3. Modalités du règlement des comptes du marché

Le montant des sommes dues sera établi sur la base de constats contradictoires entre le représentant du titulaire et le représentant de l'acheteur.

Les modalités de règlement du marché sont conformes aux articles *11 et 12* du CCAG. La périodicité des règlements sera mensuelle.

3-2.4. Modalités de transmission et de paiement

3-2-4-1 Modalités de transmission des pièces de paiement

Les factures sont transmises par voie dématérialisée.

Conformément aux articles L.2192-1 à L.2192-7 du CCP, l'obligation de transmettre les projets de décompte sous forme électronique s'impose à tous les fournisseurs.

La transmission des factures sous forme dématérialisée s'effectue après inscription sur le portail « Chorus Pro » depuis le lien suivant :

<https://chorus-pro.gouv.fr>

Les modalités d'utilisation du portail "Chorus Pro" sont disponibles en cliquant sur le lien suivant :

<https://communaute-chorus-pro.gouv.fr/>

Les factures dématérialisées adressées devront comporter les mentions prévues à l'article D.2192-2 du CCP ainsi que :

- Le numéro de marché
- Le numéro de SIRET de l'Etat
- Le code du service exécutant de la dépense « qui sera transmis par le service ordonnateur suite à la notification du marché »
- Le numéro d'engagement juridique (EJ) « qui sera transmis par le service ordonnateur suite à la notification du marché ».

3-2-4.2 Modalités de paiement

Le délai global de paiement est fixé à 30 jours.

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles L.2192-12 à L.2192-14 et R.2192-31 à R.2192-34 et R.2192-36 du CCP, au bénéfice du titulaire et des sous-

traitants payés directement. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

3-3. Variation dans les prix

Les répercussions sur les prix du marché des variations des éléments constitutifs du coût des prestations sont réputées réglées par les stipulations ci-après :

La variation des prix ne s'applique pas aux indemnités, pénalités, retenues et par dérogation à l'article 15.3 du CCAG aux primes.

3-3.1. Les prix sont révisibles par application d'une formule représentative de l'évolution du coût des prestations et suivant les modalités fixées aux articles 3-3.3 et 3-3.4.

3-3.2. Mois d'établissement des prix du marché

Les prix du présent marché sont établis sur la base des conditions économiques du mois fixé en page 1 de l'acte d'engagement. Ce mois est réputé correspondre à celui de la date à laquelle le candidat a fixé son prix remis dans son offre finale.

Ce mois est appelé "mois zéro" (m_0).

3-3.3. Choix de l'index de référence

L'index de référence *I* choisi en raison de sa structure pour la révision des prestations faisant l'objet du marché est :

FSD 2 : Frais et Services Divers 2

Il est publié :

- sur le site du Moniteur des Travaux Publics

3-3.4. Modalités de révision des prix

Le Titulaire est tenu de faire parvenir au représentant de l'acheteur son calcul de révision via la transmission d'une liste de prix/décomposition révisée dès la publication de la valeur de l'index permettant la révision. Ce calcul devra être envoyé par mail à l'adresse suivante: pag.srei-chambery.dirce@developpement-durable.gouv.fr.

Sans retour du représentant de l'acheteur, la liste/décomposition est acceptée, et applicable à la date prévue pour cette révision.

Dans l'hypothèse où le Titulaire ne fait pas connaître sa proposition de révision de prix à la date prévue et sans que l'acheteur ne soit tenue de relancer le Titulaire, les prix sont réputés reconduits pour la période suivante.

Cependant, si la révision est négative, le représentant de l'acheteur se réserve le droit de l'appliquer d'office.

En complément de l'article 10.2.3 du CCAG l'arrondi est appliqué au résultat final.

Le coefficient de révision C_n est donné par la formule :

$$C_n = I_n / I_0$$

avec : I_0 = Valeur de l'index de référence I prise au mois d'établissement des prix ;
 I_n = Valeur de l'index de référence I prise au mois de réalisation des prestations.

La périodicité de la révision suit la périodicité de l'acompte.

En application des articles R.2191-27 à R.2191-29 du CCP, la valeur finale des références utilisées pour l'application de cette clause est appréciée au plus tard à la date de réalisation contractuelle des prestations ou à la date de réalisation réelle si celle-ci est antérieure.

Lorsqu'une révision a été effectuée provisoirement en utilisant un index antérieur à celui qui doit être appliqué, il n'est procédé à aucune autre révision avant la révision définitive, laquelle intervient sur le premier règlement suivant la parution de l'index correspondant.

3-3.5. Application de la taxe à la valeur ajoutée

Sauf dispositions contraires, tous les montants figurant dans le présent marché, sont exprimés hors TVA.

Les pénalités de retard sont considérées comme des indemnités ayant pour objet de réparer un préjudice subi par l'acheteur du fait du retard pris par le titulaire dans l'exécution de ses obligations contractuelles, elles sont donc situées hors du champ d'application de la TVA.

Le montant des sommes dues est calculé en appliquant les taux de TVA en vigueur à la date du fait générateur de la TVA.

Dans le cadre de la liquidation de la TVA,

- le titulaire étranger implanté dans un état de l'Union Européenne n'ayant pas d'établissement en France, doit faire apparaître sur ses demandes de règlement, que la TVA est due par l'acheteur et mentionner les dispositions du Code général des impôts (article 283-1) justifiant que la taxe n'est pas collectée par le titulaire (autoliquidation) ;
- le titulaire étranger implanté hors Union Européenne devra désigner un représentant chargé d'acquitter la TVA dans les conditions de l'article 289A du Code Général des Impôts.

Ces dispositions s'appliquent aussi au titulaire à l'égard de ses sous-traitants étrangers payés directement par l'acheteur. L'acheteur règle le sous-traitant étranger sur la base d'une facture hors taxe et la TVA afférente au titulaire.

3-4. Paiement direct des sous-traitants

Le paiement direct des sous-traitants est effectué selon les modalités des articles R.2193-10 à R.2193-16 du CCP complétées par les stipulations suivantes :

- Dès lors que le montant total des sommes à payer à un sous-traitant, ramené aux conditions du mois d'établissement des prix du présent marché, est inférieur au montant sous-traité stipulé dans le marché, l'avenant ou l'acte spécial, le titulaire est tenu de fournir à l'acheteur une attestation par laquelle le sous-traitant reconnaît que les prestations qu'il a réalisées dans le cadre du marché sont payées en totalité ;
- Faute de fournir cette attestation, le titulaire ne pourra pas être payé si le montant total des paiements effectués à son profit, ramené aux conditions d'établissement des prix du présent marché, empiète sur le montant sous-traité.

ARTICLE 4. DÉLAI D'EXÉCUTION - PÉNALITÉS, PRIMES ET RETENUES

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG, le titulaire n'est exonéré d'aucune pénalité.

4-1. Délai d'exécution

La durée du marché est de 12 mois, reconductible.

La reconduction est tacite.

Le marché pourra être reconduit 3 fois. Si le RPA ne souhaite pas reconduire le marché, il doit se prononcer dans un délai de 2 mois avant la fin de la période ferme et de chaque reconduction.

Période	Durée
Période ferme	de la date de notification du marché jusqu'à la veille de la date anniversaire + 1 an.
Reconduction n°1	de la date de notification du marché + 1 an jusqu'à la veille de la date anniversaire + 2 ans.
Reconduction n°2	de la date de notification du marché + 2 ans jusqu'à la veille de la date anniversaire + 3 ans.
Reconduction n°3	de la date de notification du marché + 3 ans jusqu'à la veille de la date anniversaire + 4 ans.

Le titulaire ne peut refuser la/les reconduction(s).

La modalité du passage d'une période à l'autre intervient lorsque la période en cours a atteint sa durée maximum fixée ci-dessus.

Les stipulations correspondantes figurent dans l'acte d'engagement.

Toutefois, il est spécifié des stipulations particulières au 13.1 du CCAG pour le début du délai d'exécution.

4-2. Pénalités pour retard d'exécution

Plafond des pénalités pour retard d'exécution :

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG, les pénalités de retard ne sont pas plafonnées.

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG, les pénalités sont appliquées sans procédure contradictoire.

4-2.1. Pénalités pour retard d'exécution

En cas de retard dans l'exécution d'un bon de commande, le titulaire subit une pénalité de 100 € par journée ouvrée de retard.

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG, les pénalités sont appliquées sans procédure contradictoire.

4-2.2. Pénalités pour retard d'exécution des délais distincts

Sans objet.

4-3. Pénalités et retenues autres que retard d'exécution

4-3.1. Pénalité pour retard d'intervention

Pour chaque retard d'intervention constaté, le titulaire encourt les pénalités suivantes :

- Pour les demandes d'intervention urgentes, 100 € (cent euros) par journée ouvrée de retard. ;
- Pour les demandes d'intervention normales, 50 € (cinquante euros) par journée ouvrée de retard.

4-3.2. Pénalité pour dépassement de la durée d'intervention

Sans objet.

4-3.3. Pénalité pour indisponibilité

Les dispositions de l'article 14.2.5 du CCAG s'appliquent.

4-3.5. Retenue pour non remise de documentation

En cas de retard dans la remise de la documentation visée à l'article 7-3.9 ou dans la fourniture du livrable visée à l'article 10, le titulaire subit une retenue forfaitaire de 100 €.

4-3.6. Pénalité relative aux obligations en matière de sécurité des travailleurs

Sans objet.

4-3.7. Pénalité relative à la mise à disposition de matériels par l'acheteur

Sans objet.

4-3.8 Pénalités pour non respect des clauses de confidentialité

En cas de non respect des obligations de confidentialité fixées à l'article 1-6 du CCAP, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 100 €.

4-3.9 Pénalité pour non respect de la réglementation RGPD

En cas de non respect du devoir d'alerte défini à l'article 1.6.3 du CCAP, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 1000 €.

4-3.10 Pénalité pour défaut de réponse téléphonique

En cas de retard de réponse à l'appel téléphonique d'astreinte, et sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure, le titulaire encourt une pénalité de 50 € (cinquante euros) par heure de retard décompté à partir du premier appel.

4-3.11 Autres pénalités diverses

Sur constat du représentant du pouvoir adjudicateur.

Prestation et travaux sous balisages : lors des travaux nécessitant la mise en place et le repli d'un balisage spécifique par les services de la DIR Centre-Est, et étant entendu que les jours et heures sont fixés en accord avec le titulaire, il sera appliqué les pénalités suivantes :

- Pour non présentation sur le chantier au jour et à l'heure indiquée : 1 000 € HT par balisage non utilisé ;
- Pour dépassement d'horaire impliquant le maintien du balisage : 100 € HT toutes les heures ;

– Pour nécessité de nuit supplémentaire, non programmée conjointement entre l'entrepreneur, le représentant du pouvoir adjudicateur et les services de la DIR Centre-Est, entraînant la mise en place d'une neutralisation de voie : 1 000 € HT.

4-4. Primes pour réalisation anticipée des prestations

Sans objet.

ARTICLE 5. CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SÛRETÉ

5-1. Retenue de garantie

Sans objet.

5-2. Avances

Les avances sont régies par l'option A de l'article 11.1 du CCAG.

Sauf indication contraire dans l'acte d'engagement, une avance est accordée au titulaire lorsque le montant initial HT du bon de commande est supérieur à 50 000 € et sa durée d'exécution supérieure à deux mois. Elle n'est due que sur la base du montant des bons de commande diminué du montant des prestations confiées à des sous-traitants et donnant lieu à paiement direct.

Son montant est fixé, sous réserve des dispositions des articles L.2191-2 et L.2191-3 et R.2191-3 à R.2191-12 du CCP, à 30 % du montant initial TTC du bon de commande si sa durée, exprimée en mois, est inférieure ou égale à 12 mois ou, si celle-ci est supérieure à 12 mois, à 30 % de 12 fois ce montant TTC divisé par cette durée.

Le paiement de l'avance intervient sans formalité dans le délai global de paiement fixé à l'article 3-2.4 ci-dessus compté à partir de la date d'effet de l'acte qui emporte commencement d'exécution du bon de commande.

Le remboursement de l'avance, effectué par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire, commence lorsque le montant des prestations exécutées au titre du bon de commande atteint 65 % du montant initial TTC du bon de commande. Il doit être terminé lorsque ce pourcentage atteint 80 %. Si le taux de l'avance appliqué est supérieur ou égal à 30 %, le remboursement de l'avance intervient dès la première demande de paiement.

L'avance n'est pas affectée par la mise en œuvre de la clause de variation des prix.

Si le marché est passé avec des **titulaires groupés conjoints**, les dispositions qui précèdent sont applicables à la fois aux prestations exécutées directement par le mandataire et les cotraitants. Les modalités de détermination du montant de l'avance s'appliquent alors au montant en prix de base des prestations de chaque cotraitant.

Conformément aux articles L.2191-2 et L.2191-3 et R.2191-3 à R.2191-12 du CCP, dès lors que le titulaire remplit les conditions pour bénéficier d'une avance, une avance est versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct. Le sous-traitant peut présenter à l'acheteur sa demande d'avance. Il joint à cette demande une attestation du titulaire, indiquant, par dérogation à l'article 11.1, le montant des prestations qu'il doit exécuter ainsi que leur durée d'exécution exprimée en mois.

Le droit du sous-traitant à une avance est ouvert dès la notification du marché ou de l'acte spécial par le représentant de l'acheteur. Le remboursement de cette avance s'impute sur les sommes dues au sous-traitant selon les mêmes modalités que l'avance accordée au titulaire.

ARTICLE 6. QUALITÉ, CONTRÔLE ET PRISE EN CHARGE DES MATÉRIAUX ET PRODUITS

La norme française transposant la norme européenne constitue la référence technique qui doit être respectée par les produits.

Lorsqu'une spécification technique est définie par référence à une norme ou à un label, le soumissionnaire prouve dans son offre, par tout moyen approprié, que les solutions qu'il propose respectent de manière équivalente cette spécification.

Lorsqu'une spécification technique est définie en termes de performances ou d'exigences fonctionnelles, le soumissionnaire prouve, par tout moyen approprié, que son offre est conforme à des normes ou documents équivalents qui eux-mêmes correspondent aux performances ou exigences fonctionnelles exigées.

Toute demande formulée par le titulaire et tendant à faire jouer la clause d'équivalence doit être présentée à l'acheteur avec tous les documents justificatifs, dans les 30 jours qui suivent la notification du marché.

La norme française transposant la norme européenne constitue la référence technique qui doit être respectée par les produits.

Lorsqu'une spécification technique est définie par référence à une norme ou à un label, le soumissionnaire prouve dans son offre, par tout moyen approprié, que les solutions qu'il propose respectent de manière équivalente cette spécification.

Lorsqu'une spécification technique est définie en termes de performances ou d'exigences fonctionnelles, le soumissionnaire prouve, par tout moyen approprié, que son offre est conforme à des normes ou documents équivalents qui eux-mêmes correspondent aux performances ou exigences fonctionnelles exigées.

Toute demande formulée par le titulaire et tendant à faire jouer la clause d'équivalence doit être présentée au pouvoir adjudicateur avec tous les documents justificatifs, dans les 30 jours qui suivent la notification du marché.

ARTICLE 7. MISE EN PLACE ET EXÉCUTION DU MARCHÉ

7-1. Mise en place du marché

Il est procédé, au cours de cette période, aux opérations suivantes :

- Par les soins de l'acheteur : une réunion de lancement, suivie d'une commande pour la visite de la totalité des sites,
- Par les soins du titulaire : participation à la réunion de lancement, remise du PAQ, prise de contact avec les différents CEI pour caler les visites des sites.

7-2. Programme d'exécution

Sur demande de l'une ou de l'autre des parties, un programme d'exécution est établi en commun.

7-3. Conditions d'exécution

7-3.1. Dispositif de sécurité

Sans objet.

7-3.2. Installation des chantiers du titulaire

Sans objet.

7-3.3. Prise en charge des matériels, objets et approvisionnements confiés au titulaire – Stockage, emballage, et transport

A - Matériels, objets et approvisionnements confiés au titulaire

Sans objet.

B - Stockage, emballage, et transport

Sans objet.

7-3.4. Signalisation du site à l'égard de la circulation publique

Les conditions sont mentionnées à l'article 10 du présent document.

7-3.5. Maintien des communications

Sans objet.

7-3.6. Accès, consignes, personnel et moyens du titulaire

Le personnel d'intervention du titulaire est soumis :

- aux dispositions générales prévues par la législation du travail ;
- au règlement intérieur de l'établissement.

Il est interdit à toute personne de pénétrer dans des locaux qui n'exigent pas son intervention.

7-3.7. Mise à disposition de matériels par l'acheteur

Sans objet.

7-3.8. Prise en charge et restitution des installations et de la documentation

Sans objet.

7-3.9. Documentation technique

Le titulaire s'engage à fournir au plus tard à la livraison et sans supplément de prix toute la documentation et ses éventuels rectificatifs rédigée en **langue française** nécessaire à une utilisation et un fonctionnement correct des fournitures livrées et leurs maintenances éventuelles.

7-3.10. Revendications des tiers

Sans objet.

7-4. Conditions d'intervention

Sans objet.

7-5. Formation

Sans objet.

7-6. Prescriptions particulières d'hygiène et de sécurité

L'entreprise retenue devra scrupuleusement respecter les normes de sécurité en vigueur, notamment pour les travaux en souterrain (dispositif CATEC).

En raison d'un risque d'accumulation de produits nocifs pour la santé dans les bassins de récupération des eaux pluviales, les opérateurs devant s'engager dans les niveaux 2, 3 ou 4, devront s'assurer qu'ils peuvent le faire sans risque. A cet effet, ils devront être équipés, au minimum, d'un détecteur 4 gaz (H₂ S, CO, O₂ et gaz combustibles).

En fonction des travaux à réaliser, une DICT sera faite par le titulaire sur demande du maître d'œuvre.

ARTICLE 8. CONTRÔLES, ADMISSIONS ET GARANTIES

8-1. Surveillance en usine, vérifications et essais

Sans objet.

8-2. Admission

Un rapport d'intervention effectué à l'issue de chaque visite préventive ou corrective est à adresser au plus tard sous 8 (huit) jours au maître d'ouvrage par mail, à l'adresse du SREI de Chambéry (Srei-Chambery.Dirce@developpement-durable.gouv.fr). Il devra en outre préciser si des réparations sont à prévoir avec présentation de devis. Ce rapport sera également complété par la présentation d'un rapport thermographie et d'une déclaration Q19 de l'ensemble de l'installation électrique.

8-3. Garantie(s)

8-3.1. Garantie des prestations

Par dérogation à l'article 33.1 du CCAG, les prestations font l'objet d'une garantie minimale de deux ans.

Le délai dont dispose le titulaire pour effectuer une mise au point ou une réparation qui lui est demandée, est fixé par décision de l'acheteur après l'avoir consulté.

8-3.2. Garantie de suivi de la documentation

Sans objet.

8-3.3. Garantie particulières

Sans objet.

8-3.4. Garantie des vices cachés

En complément de l'article 33 du CCAG, les fournitures livrées dans le cadre de l'exécution du présent marché sont garanties contre les vices cachés selon les dispositions des articles 1641 et 1648 du code civil.

ARTICLE 9. RÉSILIATION

Dans l'hypothèse où le titulaire disparaîtrait par fusion, fusion-absorption ou absorption, il est précisé que la mise au point de l'avenant de transfert est subordonnée à la réception immédiate par le représentant de l'acheteur des éléments énumérés à l'article 3.4.2 du CCAG complétés par l'acte portant la décision de fusion, fusion-absorption ou absorption et la justification de son enregistrement légal.

A défaut, l'acheteur se réserve le droit de résilier le marché en application de l'article 41.1 h) du CCAG.

Est notamment considérée comme cas de force majeure, aux termes de l'article 40.1 2^{ème} alinéa du CCAG, l'interdiction d'exporter édictée par le gouvernement du pays d'origine du matériel ou en cas de restrictions apportées à la circulation des marchandises étrangères par le Gouvernement français.

Outre les cas et les conditions de résiliation du marché définis à l'article 41 du CCAG, l'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R.2143-6 à R.2143-10 du CCP peut entraîner, sans mise en demeure préalable par dérogation à l'article 41.2 du CCAG, la résiliation du marché par décision de l'acheteur signataire du marché aux frais et risques du déclarant.

Lorsque le titulaire est, au cours de l'exécution du marché, placé dans l'une des situations mentionnées aux articles L.2141-1 à L.2141-11 du CCP ayant pour effet de l'exclure d'un marché, l'acheteur peut résilier le marché pour ce motif ainsi que conformément aux articles L.2195-1 à L.2195-6 du CCP.

Si le titulaire ne déclare pas sans délai sa mise en redressement judiciaire conformément à l'article L.2195-4 du CCP, l'acheteur peut résilier le marché dans les conditions de l'article 39.2 du CCAG.

Après mise en demeure restée sans effet dans un délai de deux mois et en application de l'article L8222-6 du Code du travail l'acheteur se réserve la possibilité de résilier le marché en cas de non respect des articles L8221-3 à L8221-6 sur le travail dissimulé.

ARTICLE 10. CLAUSES TECHNIQUES

PRESTATIONS DE MAINTENANCE PRÉVENTIVE

Les opérations de maintenance préventive ont pour objet de garantir le bon état de fonctionnement du matériel. Ce processus est continu tout au long de l'année. Cette prestation a pour objectif de garantir le niveau de service exigé au titre du présent contrat.

La maintenance préventive sera réalisée sous forme de visites visant à s'assurer que toutes les caractéristiques fonctionnelles sont conservées et à évaluer les performances des matériels.

Livrables

Chaque intervention de maintenance préventive fera l'objet d'un compte-rendu d'intervention selon un modèle défini en démarrage du marché, en accord avec le Maître d'Ouvrage.

Ce rapport devra contenir à minima :

- La liste des équipements concernés par la visite,
- La liste des tâches de maintenance préventive réalisées et les éventuels écarts avec les prestations prévues au marché,
- Les résultats des tests réalisés,
- En cas de dysfonctionnement ne pouvant être corrigé que par le remplacement de pièces, le titulaire proposera un devis pour la fourniture et la mise en place de ces nouvelles pièces

Le Maître d'ouvrage se réserve le droit de déclarer un compte rendu comme non recevable si celui-ci ne répond pas à ces différents points. Les pénalités de retard pour non-fourniture du compte rendu seraient alors appliquées.

Ces comptes rendus devront être transmis électroniquement au Maître d'ouvrage et aux exploitants de l'ouvrage dans un délai de 10 jours ouvrés.

Sauf raisons indépendantes du Titulaire, tout retard dans la remise des comptes rendus d'intervention entraînera l'application des pénalités prévues au présent CCATP.

Le Maître d'ouvrage prononcera les réceptions sur la base du rapport de visite dans un délai maximum de 1 mois ouvré.

MISE EN PLACE D'UNE ASTREINTE

L'entreprise devra mettre en place un service d'astreinte qui devra être opérationnel 24h/24, 7j/7 toute l'année, avec un délai d'intervention maximum de **24 heures y compris les samedis, dimanches et jours fériés** ; si cette prestation est commandée ce délai démarre à compter de la demande d'intervention (appel du maître d'œuvre ou suite à un SMS ou mail envoyé par le système de télésurveillance).

La mise en place d'une astreinte consiste à pouvoir joindre un technicien spécialisé dans les heures de validité de celle-ci. Il devra pouvoir se déplacer dans les délais prévus dans le cadre de ce marché et sera équipé des outils lui permettant d'intervenir sur la panne détectée.

Les principales missions attendues dans le cadre de cette astreinte sont :

- pré-diagnostic des anomalies avant intervention sur site ;
- conseil à l'exploitant à distance ;
- déclenchement de l'intervention sur site pour une maintenance curative ;
- dépannage sur place pour remettre l'installation en ordre de marche et/ou mise en sécurité.

La personne désignée par le titulaire devra être capable d'effectuer un diagnostic en tenant compte de l'ensemble de l'installation et devra donc en avoir une parfaite connaissance.

Le titulaire précisera à l'exploitant le numéro de téléphone de cette astreinte technique dans l'acte d'engagement. Ce numéro ne sera communiqué qu'aux personnes habilitées par l'exploitant. Seules les personnes habilitées par l'exploitant seront autorisées à solliciter l'astreinte.

La prise en compte de l'appel devra systématiquement être confirmée par l'envoi d'un courrier électronique à l'exploitant en indiquant la date, l'heure et l'objet de l'appel ainsi que les mesures prises.

En parallèle, pendant les jours ouvrés, l'exploitant devra pouvoir envoyer toute fiche d'intervention ou bon de commande par courrier électronique au titulaire, qui aura obligation de se tenir informé en temps réel du contenu des réceptions de la messagerie électronique.

À noter que l'exploitant sollicitera l'astreinte en dehors des heures ouvrées essentiellement en cas d'anomalie importante qui entraînerait un risque pour l'exploitation du réseau routier ou pour l'environnement en cas de présence de pollution dans le bassin.

MAINTENANCE CORRECTIVE

Les interventions de maintenance corrective sont destinées à assurer la remise en ordre de marche des équipements, à la suite de pannes, d'anomalies de fonctionnement, d'accidents ou de vandalisme.

La nécessité de ces interventions est constatée sur signalement des personnes habilitées par l'exploitant via l'astreinte téléphonique du titulaire ou encore le courrier électronique.

L'objectif de la maintenance corrective est de remettre l'équipement dans un état dans lequel il peut accomplir une fonction requise.

Si la remise en état nécessite la fourniture de pièces complémentaires, les mesures de l'article 1.10 s'appliqueront pour leur acquisition.

Sont également prévus dans le cadre de ces travaux :

- Les produits d'entretien et lubrifiants (huile, graisse, antigel, chiffons, ...) nécessaires au bon fonctionnement de tous les appareils ;
- Le coût des communications relatives à la gestion de la télésurveillance ;

DÉLAI D'INTERVENTION

Lors du déclenchement d'une intervention de maintenance corrective, l'exploitant précisera le délais d'intervention :

- délai urgent correspondant à une arrivée sur site sous 24 heures à compter de la prise en compte de l'appel ou du message électronique par le titulaire ;
- délai normal correspondant à une arrivée sur site dans les sept jours ouvrés à compter de la prise en compte de l'appel ou du message électronique par le titulaire.

10-1. RN90 Station de relevage de la Trémie de Champoulet

10-1.1. Localisation

La station de relevage de la Trémie de Champoulet, gérée par la Direction Interdépartementale des Routes Centre-Est, District de Chambéry, est située le long de la RN90 au PR 50+000, dans le sens de circulation Albertville – Bourg Saint Maurice, situé sur le ban de la commune de Moûtiers.

Son accessibilité est assurée par le rond-point de l'Europe (carrefour RN90 / RD915 et RD89).

10-1.2. Description de l'ouvrage

Le fonctionnement est entièrement automatisé.

Extérieur : une armoire électrique située contre les grilles du collège permet le pilotage manuel des pompes.

L'accès à l'ouvrage est un regard situé dans le terre-plein au nord du rond-point de l'Europe. Une échelle permet de descendre au premier sous-sol et l'éclairage est assuré par des leds avec un interrupteur.

1er sous-sol : accès aux poires de niveau, accès à la tuyauterie, arrivée des câbles électriques, palan de manutention.

L'accès au 2ème sous-sol se fait via une échelle, une ouverture plus grande protégée par des caillebotis permet la manutention des pompes.

2ème sous-sol : accès aux pompes

10-1.3. Description du matériel

Extérieur :

Une armoire électrique avec arrivée énergie, relais et départs vers les pompes, voyants de fonctionnement et de défaut des pompes, boutons de commande manuelle des pompes.

Armoire rénovée intégralement en 2022

1er sous-sol :

4 poires de niveau : modèle et état inconnu

Palan de manutention : modèle et état inconnu

Éclairage led rénové en 2022

2ème sous-sol :

2 pompes Zenit DRG 300/4/100 installées en 2002

10-1.4. Maintenance préventive

Elle comprend au minimum :

- Nettoyage du local ;
- Vérification de l'ensemble du système électrique (éclairage, prises de courant, ventilateur, ...)
- Vérification des poires de niveau au niveau du 1^{er} sous-sol.

- Vérification des pompes au niveau du 2^{ème} sous-sol.
- Les produits d'entretien et lubrifiants (huile, graisse, antigel, chiffons, ...) nécessaires au bon fonctionnement de tous les appareils ;
-

10-2. RN 90 Bassin du Tunnel de Ponserand Aval

10-2.1. Localisation

Le bassin de rétention du tunnel de Ponserand Aval, géré par la Direction Interdépartementale des Routes Centre-Est, District de Chambéry, est situé le long de la RN90 au PR 47+500, dans le sens de circulation Albertville – Bourg Saint Maurice, situé sur le ban de la commune d'Aigueblanche.

Son accessibilité est assurée par la rue des Moulins sur la commune d'Aigueblanche (voie communale).

10-2.2. Description de l'ouvrage

- Volume du bassin : 262 m³
- Volume mort du bassin : 62,4 m³, correspond à une hauteur de 20 cm en permanence en eau.
- Débit de fuite du bassin : 8 l/s.
- Longueur 39.00 m,
- Largeur 8.00 m,
- Hauteur utile 0.89 m.
- Hauteur totale 1.50 m.
- Une dalle en béton inclinée vers le bassin permet le séchage des boues :
- Largeur 4 m,
- Longueur 39 m,
- Épaisseur 20 cm,
- Pente transversale de 2 % vers le bassin.

Le pilotage de la vanne de sortie du bassin s'effectue sur place ou à distance (PC Osiris)
Ceci permet, en cas de déversement de polluant dans le tunnel, de maintenir l'eau polluée dans le bassin.

La fermeture ou l'ouverture de la vanne de by-pass, en entrée du bassin, est manœuvrable à l'aide d'une crémaillère uniquement.

Une grille manœuvrable empêche le passage de gros éléments dans le déversoir.

10-2.3. Description du matériel

Un servomoteur multitour AUMA SA 07.6 permet le pilotage de la vanne de sortie du bassin.

La vanne de by-pass en entrée du bassin est manœuvrable à l'aide d'une crémaillère

Des poires de niveau permettent de remonter au PC Osiris les informations : niveau bas, niveau haut et niveau très haut.

10-2.4. Maintenance préventive

Elle comprend au minimum :

- Vérification de l'ensemble du système électrique (éclairage, prises de courant, ventilateur, ...)

- Vérification de la vanne de by-pass ;
- Vérification de la vanne de sortie ;
- Vérification de la crémaillère ;
- Vérification de la grille manœuvrable ;
- Vérification des poires de niveau ;
- Vérification du servomoteur multitour ;
- Manœuvre des vannes ;
- Les produits d'entretien et lubrifiants (huile, graisse, antigel, chiffons, ...) nécessaires au bon fonctionnement de tous les appareils ;

10-3. RN 90 Bassin du Tunnel de Ponserand Amont

10-3.1. Localisation

Le bassin de rétention du tunnel de Ponserand Amont, géré par la Direction Interdépartementale des Routes Centre-Est, District de Chambéry, est situé le long de la RN90 au PR 49+000, dans le sens de circulation Bourg Saint Maurice – Albertville, situé sur le ban de la commune de Moutiers.

Son accessibilité est assurée par la rue des Échelles d'Hannibal sur la commune de Moûtiers (voie communale d'accès à la station d'épuration des Dorons).

10-3. 2. Description de l'ouvrage

- Volume du bassin : 232 m³
- Volume mort du bassin : 14,4 m³. Il correspond à une hauteur de 20 cm en permanence en eau.
- Débit de fuite du bassin : 3 l/s.
- Voile en béton de 10 m de longueur à l'intérieur du bassin.
- Longueur 12.00 m,
- Largeur 6.00 m,
- Hauteur utile (avant débordement) 3.60 m,
- Hauteur totale 3.80 m.

Le pilotage de la vanne de sortie du bassin s'effectue sur place ou à distance (PC Osiris) ; ceci permet, en cas de déversement de polluant dans le tunnel, de maintenir l'eau polluée dans le bassin.

La fermeture ou l'ouverture de la vanne de by-pass, en entrée du bassin, est manœuvrable à l'aide d'une crémaillère uniquement.

Une grille manœuvrable empêche le passage de gros éléments dans le déversoir.

10-3.3. Description du matériel

Un servomoteur multitour AUMA SA 07.6 permet le pilotage de la vanne de sortie du bassin.

La vanne de by-pass en entrée du bassin est manœuvrable à l'aide d'une crémaillère

Des poires de niveau permettent de remonter au PC Osiris les informations : niveau bas, niveau haut et niveau très haut.

10-3.4. Maintenance préventive

Elle comprend au minimum :

- Vérification de l'ensemble du système électrique (éclairage, prises de courant, ventilateur, ...)

- Vérification de la vanne de by-pass ;
- Vérification de la vanne de sortie ;
- Vérification de la crémaillère ;
- Vérification de la grille manœuvrable ;
- Vérification des poires de niveau ;
- Vérification du servomoteur multitour ;
- Manœuvre des vannes ;
- Les produits d'entretien et lubrifiants (huile, graisse, antigel, chiffons, ...) nécessaires au bon fonctionnement de tous les appareils ;

10-4. RN 90 Bassin de Montgalgan aval

10-4.1. Localisation

Le bassin de rétention de Montgalgan aval, géré par la Direction Interdépartementale des Routes Centre-Est, District de Chambéry, est situé le long de la RN90 au PR 51+140, dans le sens de circulation Bourg Saint Maurice – Albertville, situé sur le ban de la commune de Moûtiers .

Son accessibilité est assurée par l'ancienne zone artisanale de la Saulcette de Moûtiers (voie communale).

10-4.2. Description de l'ouvrage

Ce bassin ne dispose d'aucun équipement automatique/électrique/raccordé au PC Osiris.

Bassin d'un volume de 235m³

Rampe d'accès et fond bétonné pour curage à l'aide d'engins mécaniques

En cas de pollution, la procédure consiste à fermer manuellement la trappe d'entrée et le clapet de sortie pour isoler les polluants.

Manœuvre manuelle inverse après retrait des polluants.

10-4.3. Description du matériel

Une trappe d'entrée manœuvrable à l'aide d'une crémaillère

Un clapet de sortie manœuvrable à l'aide d'une chaîne.

10-4.4. Maintenance préventive

Elle comprend au minimum :

- Vérification de la trappe d'entrée ;
- Vérification de la crémaillère ;
- Vérification du clapet de sortie ;
- Vérification de la chaîne ;
- Les produits d'entretien et lubrifiants (huile, graisse, antigel, chiffons, ...) nécessaires au bon fonctionnement de tous les appareils ;

10-5. RN 90 Bassin de Montgalgan amont

10-5.1. Localisation

Le bassin de rétention de Montgalgan amont, géré par la Direction Interdépartementale des Routes Centre-Est, District de Chambéry, est situé le long de la RN90 au PR 52+330, dans le sens de circulation Bourg Saint Maurice – Albertville, situé sur le ban de la commune de

Moûtiers .

Son accessibilité est assurée par l'ancienne RN90 via l'ancienne zone artisanale de la Saulcette de Moûtiers (voie communale).

10-5.2. Description de l'ouvrage

Ce bassin ne dispose d'aucun équipement automatique/électrique/raccordé au PC Osiris.

Bassin d'un volume de 206m³

Rampe d'accès et fond bétonné pour curage à l'aide d'engins mécaniques

En cas de pollution, la procédure consiste à fermer manuellement la trappe d'entrée et le clapet de sortie pour isoler les polluants.

Manœuvre manuelle inverse après retrait des polluants.

10-5.3. Description du matériel

Une trappe d'entrée manœuvrable à l'aide d'une crémaillère

Un clapet de sortie manœuvrable à l'aide d'une chaîne.

10-5.4. Maintenance préventive

Elle comprend au minimum :

- Vérification de la trappe d'entrée ;
- Vérification de la crémaillère ;
- Vérification du clapet de sortie ;
- Vérification de la chaîne ;
- Les produits d'entretien et lubrifiants (huile, graisse, antigel, chiffons, ...) nécessaires au bon fonctionnement de tous les appareils ;

10-6. RN 90 Bassin de rétention côté Saint-Marcel (aval)

10-6.1. Localisation

Le bassin de rétention côté Saint-Marcel (aval) , géré par la Direction Interdépartementale des Routes Centre-Est, District de Chambéry , est situé le long de la RN90 au PR 55+923 , dans le sens de circulation Albertville – Bourg Saint Maurice, situé sur le ban de la commune de Saint Marcel.

Son accessibilité est assurée via le portail du local technique, le bassin est devant le local technique, sous la plateforme.

10-6.2. Description de l'ouvrage

Volume : 200 m³

Hauteur : 5.90 m

Hauteur utile : 3.10 m au point haut, 3.45 m au point bas (fond du bassin en pente 1.9% descendant vers le tampon)

Hauteur sur-verse par rapport point bas : 2.81 m

Longueur : 20.3 m

Largeur : 4.8 m

Le bassin peut recevoir les eaux de chaussée du tunnel et les eaux issues de la galerie cycliste.

Les eaux de drainage ne passent pas par le bassin.

En situation nécessitant le stockage des eaux de chaussée (nettoyage tunnel, accident avec

déverse d'hydrocarbure...etc), la vanne située au regard EP7 est fermée, dirigeant toutes les eaux dans le bassin.

Le bassin ne se vide que par pompage.

La vanne (regard EP7) est pilotable à distance (PC Osiris) ou sur place via un coffret installé en extérieur.

Pour les eaux arrivant de la galerie, une vanne (regard EP16) doit être fermée manuellement pour dévier les eaux vers le bassin de rétention.

10-6.3. Description du matériel

Un servomoteur permet de manœuvrer la vanne située dans EP7.

Coffret électrique étanche avec disjoncteurs, relais, contacteurs, boutons-poussoir, commutateurs.

10-6.4. Maintenance préventive

Elle comprend au minimum :

- Vérification de l'ensemble du système électrique (éclairage, prises de courant, ventilateur, ...);
- Entretien complet des compresseurs ;
- Vérification de la vanne au regard EP7 ;
- Vérification de la vanne au regard EP16 ;
- Vérification du servomoteur ;
- Manœuvre des vannes ;
- Les produits d'entretien et lubrifiants (huile, graisse, antigel, chiffons, ...) nécessaires au bon fonctionnement de tous les appareils ;

10-7. RN 90 Bassin de rétention côté Centron (amont)

10-7.1. Localisation

Le bassin de rétention côté Centron (amont) , géré par la Direction Interdépartementale des Routes Centre-Est, District de Chambéry , est situé le long de la RN90 au PR 57+560 , dans le sens de circulation Albertville – Bourg Saint Maurice, situé sur le ban de la commune d' Aime La Plagne.

Son accessibilité est assurée via le portail du local technique, dès la sortie du tunnel.

10-7.2. Description de l'ouvrage

Volume : 20 m³

Hauteur entré : 2 m

Hauteur sur-verse : 1.50 m

Longueur : 4 m

Largeur : 2.5 m

Le bassin peut recevoir les eaux de chaussée du tunnel.

Les eaux de drainage ne passent pas par le bassin.

En situation nécessitant le stockage des eaux de chaussée (nettoyage tunnel, accident avec déverse d'hydrocarbure...etc), la vanne située au regard EP34 est fermée, dirigeant toutes les eaux dans le bassin.

Le bassin ne se vide que par pompage.

La vanne (regard EP34) est pilotable à distance (PC Osiris) ou sur place via un coffret installé en extérieur.

10-7.3. Description du matériel

Un servomoteur permet de manœuvrer la vanne située dans EP34.

Coffret électrique étanche avec disjoncteurs, relais, contacteurs, boutons-poussoir, commutateurs.

10-7.4. Maintenance préventive

Elle comprend au minimum :

- Vérification de l'ensemble du système électrique (éclairage, prises de courant, ventilateur, ...)
- Entretien complet des compresseurs ;
- Vérification de la vanne au regard EP34 ;
- Vérification du servomoteur ;
- Manœuvre de la vanne ;
- Les produits d'entretien et lubrifiants (huile, graisse, antigel, chiffons, ...) nécessaires au bon fonctionnement de tous les appareils ;

10-8. RN 90 Bassin de rétention de la galerie cycliste amont (Centron)

10-8.1. Localisation

Le bassin de rétention de la galerie cycliste amont (Centron) , géré par la Direction Interdépartementale des Routes Centre-Est, District de Chambéry , est situé le long de la RN90 au PR 57 + 570 , dans le sens de circulation Albertville – Bourg Saint Maurice, devant l'entrée de la galerie cycliste situé sur le ban de la commune de Saint Marcel.

Son accessibilité est assurée via le portail du local technique, et aller jusqu'au 2ème portail.

10-8.2. Description de l'ouvrage

Volume : 3 m³

Une vanne manuelle est positionné dans le regard EP26.

En situation normal, la vanne est ouverte.

En cas de besoin, fermer la vanne pour diriger les eaux dans le bassin de rétention.

10-8.3. Description du matériel

Vanne manuelle

10-8.4. Maintenance préventive

Elle comprend au minimum :

- Vérification de la vanne ;
- Manœuvre de la vanne.
- Les produits d'entretien et lubrifiants (huile, graisse, antigel, chiffons, ...) nécessaires au bon fonctionnement de la vanne ;

10-9. RN 90 Bassin du réservoir incendie côté Saint-Marcel (aval)

10-9.1. Localisation

Le bassin du réservoir incendie côté Saint-Marcel (aval), géré par la Direction Interdépartementale des Routes Centre-Est, District de Chambéry, est situé, sur le versant, au droit de la RN90 au PR 55+923, dans la route Napoléon, sur le ban de la commune de Saint Marcel.

Son accessibilité est assurée via la route Napoléon en prenant la sortie St-marcel (GPS Maps : 45.5211016, 6.5691194).

10-9.2. Description de l'ouvrage

Volume : 80 m³
Hauteur : 2.45 m
Longueur : 9.30 m
Largeur : 4.30 m

Alimentation par la cuve communale de Saint-Marcel.

Les niveaux départ/arrivée entre la cuve communale et la réservoir sont à l'équilibre (alimentation gravitaire).

En cas de niveau bas du réservoir, une alerte est envoyée par mail aux opérateurs du PC Osiris et aux techniciens.

10-9.3. Description du matériel

Capteur de niveau Sofrel LS10 avec une poire.

10-9.4. Maintenance préventive

Elle comprend au minimum :

- Vérification du capteur ;
- Vérification de la poire ;
- Les produits d'entretien et lubrifiants (huile, graisse, antigel, chiffons, ...) nécessaires au bon fonctionnement de tous les appareils ;

10-10. RN 90 Bassin du réservoir incendie côté Centron (amont)

10-10.1. Localisation

Le bassin du réservoir incendie côté Centron (amont), géré par la Direction Interdépartementale des Routes Centre-Est, District de Chambéry, est situé, sur le versant, au droit de la RN90 au PR 57+560, sur le ban de la commune de la Plagne Tarentaise.

Concernant son accessibilité, prendre la sortie Montgirod/Centron; au carrefour giratoire, aller à gauche; suivre la D85B ; direction Montgirod; monter jusqu'à voir l'entrée d'un passage avec un panneau « circulation interdite », entrer dans ce passage et continuer jusqu'à arriver à une cascade (GPS Maps : 45.5294459, 6.5838033).

10-10.2. Description de l'ouvrage

Alimenté par le ruisseau de Sagellan

En cas de niveau bas du réservoir, une alerte est envoyée par mail aux opérateurs du PC Osiris et aux techniciens.

10-10.3. Description du matériel

Capteur de niveau Sofrel LS10 avec une poire.

10-10.4. Maintenance préventive

Elle comprend au minimum :

- Vérification du capteur ;
- Vérification de la poire ;
- Les produits d'entretien et lubrifiants (huile, graisse, antigel, chiffons, ...) nécessaires au bon fonctionnement de tous les appareils ;

10-11. RN 201 Bassin de rétention du tunnel des Monts

10-11.1. Localisation

Le bassin de rétention du tunnel des Monts, géré par la Direction Interdépartementale des Routes Centre-Est, District de Chambéry, est situé, sur le terre plein central (TPC) de la RN201 au PR 4+430, dans le sens de circulation Aix les Bains – Chambéry sur le ban de la commune de Chambéry (GPS Maps : 45.576676, 5.922765).

Concernant son accessibilité, elle est possible, par voie pédestre, via le chemin communal « chemin de la Cassine » puis accéder au TPC en ouvrant un portail.

L'autre solution est la mise en place d'un balisage par le CEI de Chambéry, sur la RN 201 en neutralisant une voie de circulation.

10-11.2. Description de l'ouvrage

Le bassin est constitué par trois collecteurs de diamètre 1 600 mm et de deux bassins de stockage en béton armé.

Il est constitué de 3 vannes murales équipées de crémaillères.

10-11.3. Description du matériel

Deux moteurs de marque AUMA associés à une crémaillère et une vanne manuelle associée à une crémaillère.

10-11.4. Maintenance préventive

Elle comprend au minimum :

-
- Vérification de l'ensemble du système électrique (éclairage, prises de courant, ventilateur, ...)
- Vérification des moteurs et de la vanne ;
- Nettoyage des crémaillères ;
- Les produits d'entretien et lubrifiants (huile, graisse, antigel, chiffons, ...) nécessaires au bon fonctionnement de tous les appareils ;

10-12. RN 201 Bassin de rétention de la Mare

10-12.1. Localisation

Le bassin de rétention de la Mare , géré par la Direction Interdépartementale des Routes Centre-Est, District de Chambéry , est situé, le long de la sortie de l'autoroute A43, dans le sens de circulation Chambéry – Grenoble sur le ban de la commune de Chambéry (GPS Maps : 45.60180, 5.89068).

Concernant son accessibilité, elle est possible, via une piste située au PR6+825 de la RN201.

10-12.2. Description de l'ouvrage

Le bassin est constitué d'un bassin de rétention, d'un sas d'arrivée et d'un bassin d'aspiration. Il est constitué de 3 vannes et de 3 pompes principales (comportant 9 vannes) et d'une pompe de relevage (type vide-cave)..

10-12.3. Description du matériel

Trois vannes murales, de marque Ramus et de type VMK2 comme suit :

La vanne V1 est la vanne d'entrée du bassin de rétention.

La vanne V2 est la vanne permettant de by-passer le bassin de rétention.

La vanne V3 est la vanne de sortie du bassin de rétention.

Neuf vannes de marque Técofi et de type vanne à opercule, fermeture sens horaire avec volant.

Trois pompes principales de marque KSB, de type KRTF avec un débit de 125 m³/h, HMT de 13,00 m et de puissance 8,69kW.

Une pompe de relevage (type vide-cave) de marque KSB, de type pompe Ama-Porter avec un débit de 17,25 m³/h, HMT de 5,68 m et de puissance 1,25kW.

10-12.4. Maintenance préventive

Elle comprend au minimum :

- Nettoyage du local ;
- Vérification de l'ensemble du système électrique (éclairage, prises de courant, ventilateur, ...)
- Vérification des 3 vannes ;
- Vérification des 3 pompes;
- Contrôle du fonctionnement des vannes ;
- Manœuvre des vannes ;
- Les produits d'entretien et lubrifiants (huile, graisse, antigel, chiffons, ...) nécessaires au bon fonctionnement de tous les appareils ;

10-13. RN 201 (RD16A) Station de relevage

10-13.1. Localisation

La station de relevage, géré par la Direction Interdépartementale des Routes Centre-Est, District de Chambéry , est situé, entre la RD16A et la RN 201 au PR 6 + 475 , dans le sens de circulation Aix les Bains – Chambéry sur le ban de la commune de Chambéry (GPS Maps : 45.59554, 5.893572).

Concernant son accessibilité, elle est possible, avec un délaissé au PR3+1225 de la RD16A, puis via un escalier dans le talus puis accéder à la station.

L'autre solution est la mise en place d'un balisage par le CEI de Chambéry, sur la RN201 en neutralisant une voie de circulation.

10-13.2. Description de l'ouvrage

Le fonctionnement est entièrement automatisé.

L'accès à l'ouvrage est un trappe situé en bas du talus de la RD16A au niveau de la RN201.

10-13.3. Description du matériel

Quatre pompes de relevage de marque SULZER, de type XFPZO6J-CB2 50 HZ avec un débit de 575 m³/h, HMT = 6,5 m et de puissance 18,2 kW.

10-13.4. Maintenance préventive

Elle comprend au minimum :

- Vérification de l'ensemble du système électrique (éclairage, prises de courant, ...) ;
- Vérification des 4 pompes ;
- Les produits d'entretien et lubrifiants (huile, graisse, antigel, chiffons, ...) nécessaires au bon fonctionnement de tous les appareils ;

10-14. RN 85 Bassin de rétention Nord

10-14.1. Localisation

Le bassin de rétention Nord, géré par la Direction Interdépartementale des Routes Centre-Est, District de Chambéry, est situé le long de la RN85 au PR 53+200, dans le sens de circulation Vizille – Grenoble, situé sur le ban de la commune de Champagnier.

Son accessibilité est assurée par la RD1085C, sens vers Grenoble puis ouverture du portail avec la clé du cadenas.

10-14.2. Description de l'ouvrage

- Dimensions du bassin : 27,60 m (L) x 5,00 m (l) x 1,92 m (H maximum)
- Fond du bassin en béton.
- Ouvrage de sortie :
 - type ; cloison siphonée, cloison de surverse, buse de sortie de diamètre 1 000 mm, régulateur de débit de diamètre 100 mm, vanne de blocage à manœuvre manuelle

10-14.3. Description du matériel

Une cloche siphonée associée à une vanne de blocage pollution.

Une vanne de vidange de diamètre 40 mm

10-14.4. Maintenance préventive

Elle comprend au minimum :

- Vérification des vannes et de la cloche siphonée ;
- Manœuvre des vannes ;

- Les produits d'entretien et lubrifiants (huile, graisse, antigel, chiffons, ...) nécessaires au bon fonctionnement de tous les appareils ;

10-15. RN 85 Bassin de rétention Sud

10-15.1. Localisation

Le bassin de rétention Sud, géré par la Direction Interdépartementale des Routes Centre-Est, District de Chambéry, est situé le long de la RN85 au PR 54+800, dans le sens de circulation Vizille – Grenoble, situé sur le ban de la commune de Vizille.

Son accessibilité est assurée par la RD1085C (après la voie SNCF), sens vers Vizille puis ouverture du portail avec la clé du cadenas.

10-15.2. Description de l'ouvrage

- Dimensions du bassin : 29,80 m (L) x 3,00 m (l) x 3,00 m (H maximum)
- Fond du bassin en béton.
- Ouvrage de sortie :
 - type ; cloison siphonée, cloison de surverse, buse de sortie de diamètre 800 mm, régulateur de débit de diamètre 150 mm, vanne de blocage à manœuvre manuelle

10-15.3. Description du matériel

Une cloche siphonée associée à une vanne de rejet régulé de diamètre 150 mm.

Une vanne de vidange total

10-15.4. Maintenance préventive

Elle comprend au minimum :

- Vérification des vannes et de la cloche siphonée ;
- Manœuvre des vannes ;
- Les produits d'entretien et lubrifiants (huile, graisse, antigel, chiffons, ...) nécessaires au bon fonctionnement de tous les appareils ;

10-16. RN 85 Bassin de rétention de la rampe de Laffrey

10-16.1. Localisation

Le bassin de rétention de la rampe de Laffrey, géré par la Direction Interdépartementale des Routes Centre-Est, District de Chambéry, est situé le long de la RN85 au PR 57+100, dans le sens de circulation Vizille – La Mure, situé sur le ban de la commune de Notre Dame de Mésage et dans le sens des PR croissants.

Ce bassin n'est pas accessible depuis la RN85. Pour y accéder, il faut emprunter le 427 Maçonnière, 38220 Notre-Dame-de-Mésage puis un chemin en terre.

<https://www.google.fr/maps/dir//45.0810282,5.7628608/@45.0811192,5.7635111,362m/data=!3m1!1e3!4m2!4m1!3e0>

10-16.2. Description de l'ouvrage

- Volume utile estimé du bassin : 4 200 m³
- Volume mort du bassin : 623,7 m³

10-16.3. Description du matériel

L'ouvrage d'entrée est constitué :

- d'une buse d'entrée de diamètre 600 mm,
- d'un by-pass de type surverse de diamètre 600 mm,
- d'une vanne martelière à crémaillère à manivelle permettant la fermeture de l'ouvrage d'entrée,
- d'un caillebotis permet de visualiser le fond de l'ouvrage d'entrée,
- aucun panonceau ne permet d'identifier l'OA d'entrée.

L'ouvrage de sortie est constitué :

- d'un dégrilleur permettant le traitement de macro-déchets (bouteilles ...)
- d'une cloison siphonide
- d'un seuil de surverse

En sortie une buse 600 mm achemine l'eau du bassin vers le point de rejet.

10-16.4. Maintenance préventive

Elle comprend au minimum :

- Ouvrage d'entrée :
 - Vérification du bon fonctionnement de la vanne
 - Graissage de la vanne
 - Vérification du fond de l'ouvrage (curer dès 20 cm d'atterrissement)
 - Nettoyage du fond de l'OA (enlèvement des déchets plastiques)
 - Contrôle de l'état des moyens d'accès au fond de l'OA
- By-pass :
 - Vérification du bon fonctionnement de la vanne
 - Graissage de la vanne
 - Vérification du fond de l'ouvrage (curer dès 20 cm d'atterrissement)
 - Nettoyage du fond du By-pass (enlèvement des déchets plastiques)
- Ouvrage de sortie :
 - Vérification du bon fonctionnement de la vanne
 - Graissage de la vanne
 - Vérification du fonctionnement du Clapet de la buse de régulation
 - Enlèvement des flottants, des encombrants et de la végétation
 - Vérification du fond de l'ouvrage (curer dès 20 cm d'atterrissement)
 - Nettoyage du fond de l'OA (enlèvement des déchets plastiques)
 - Contrôle de l'état des moyens d'accès au fond de l'OA

10-17. RN 87 Station de relevage de Meylan

10-17.1. Localisation

La station de relevage de Meylan, géré par la Direction Interdépartementale des Routes Centre-Est, District de Chambéry, est situé le long de la RN87 (GPS Maps : 45.20516, 5.78478), dans la bretelle de sortie « Hôpital Nord » dans le sens de circulation « sens 1), situé sur le ban de la commune de Meylan.

Son accessibilité est assurée par la bretelle de sortie « Hôpital Nord » sur la commune de Meylan.

10-17.2. Description de l'ouvrage

Une station de relevage avec deux pompes.

10-17.3. Description du matériel

Une station de relevage de marque FLYGT SPM 2802 équipée de deux pompes de type NP3127 HT 181 – R487 – 7,9kW n°1220669 et 1220670.

10-17.4. Maintenance préventive

Elle comprend au minimum :

- Vérification des 2 pompes ;
- Les produits d'entretien et lubrifiants (huile, graisse, antigel, chiffons, ...) nécessaires au bon fonctionnement de tous les appareils ;

10-18. RN 87 Bassin NAVIS

10-18.1. Localisation

Le bassin de rétention NAVIS , géré par la Direction Interdépartementale des Routes Centre-Est, District de Chambéry, est situé en contrebas de la bretelle d'accès à la RN 87 en provenance de l'autoroute A480 dans le sens de circulation Sisteron-Chambéry sur la commune d'Échirolles (GPS Maps :45°09'28.2"N 5°42'08.4"E).

Concernant son accessibilité, elle est possible depuis la rue du Tremblay, grâce à six trappes d'accès personnel munies d'échelles avec crinolines.

10-18.2. Description de l'ouvrage

Le bassin enterré est constitué d'un bassin de rétention, d'un sas d'arrivée équipé d'un by-pass et d'un déversoir en sortie.

Il est équipé de 2 vannes dans le sas d'entrée, d'un dégrilleur, d'une vanne en sortie et de 13 trappes d'accès ou maintenance et d'un éclairage.

10-18.3. Description du matériel

L'ouvrage est constitué de 3 vannes murales, de marque ORBINOX et de type MU en inox comme suit :

La vanne V1 est la vanne d'entrée du bassin 1200x1200.

La vanne V2 est la vanne permettant de by-passer le bassin 1500x1500.

La vanne V3 est la vanne de sortie du sas/entrée bassin 1300x1300.

3 moteurs des vannes (un moteur par vanne) : SA 10.2 AMA MULTITOURS tout ou rien 45TRS

2 luminaires TRILUX Tugra 15 PL 64-840 ET PC C2 ET 49W

1 armoire de gestion du bassin

10-18.4. Maintenance préventive

Elle comprend au minimum :

- Nettoyage du local ;
- Vérification de l'ensemble du système électrique (éclairage, prises de courant, ventilateur, ...)
- Vérification des 3 vannes ;
- Contrôle du fonctionnement des vannes ;
- Manœuvre des vannes ;
- Les produits d'entretien et lubrifiants (huile, graisse, antigel, chiffons, ...) nécessaires au bon fonctionnement de tous les appareils ;

10-19. Modalités d'exécution

10-19.1. Maintenance préventive

Une visite de maintenance préventive est réalisée deux fois par an durant les heures ouvrables de l'entreprise retenue sur les stations de relevage et bassins de rétention.

10-19.2. Maintenance corrective

Une maintenance corrective est activée pour effectuer toute remise en état programmé du matériel.

Une maintenance corrective est à effectuer après détection d'une panne ou d'un dysfonctionnement de l'appareillage afin de le remettre dans un état dans lequel il peut accomplir une fonction requise.

Cette procédure ne sera engagée qu'après accord du maître d'ouvrage.

Si la remise en état nécessite la fourniture de pièces complémentaires, les mesures de l'article 1.10 s'appliqueront pour leur acquisition.

Sont également prévus dans le cadre de ces travaux :

- Les produits d'entretien et lubrifiants (huile, graisse, antigel, chiffons, ...) nécessaires au bon fonctionnement de tous les appareils ;
- Le coût des communications relatives à la gestion de la télésurveillance ;

Plusieurs niveaux de correctif (Urgent 24h, non urgent 7 jours ouvrés).

10-19.3. Astreinte

L'entreprise devra mettre en place un service d'astreinte qui devra être opérationnel 24h/24, 7j/7 toute l'année, avec un délai d'intervention maximum de **24 heures y compris les samedis, dimanches et jours fériés** ; ce délai démarre à compter de la demande d'intervention (appel du maître d'œuvre ou suite à un SMS ou mail envoyé par le système de télésurveillance).

10-19.4. Organisation /personnel

L'entreprise exécute les prestations conformément aux règles de l'art en égard à l'état d'avancement de la technique d'une part, de la nature, des capacités et de l'usure des installations sous contrat d'autre part.

Selon la nature des prestations à exécuter, l'entreprise mettra en place le personnel qu'elle jugera nécessaire et dont il lui appartiendra de déterminer, sous sa responsabilité, le nombre et la qualification et d'en assurer l'encadrement.

ARTICLE 11. CLAUSE SOCIALE D'INSERTION

Sans objet.

ARTICLE 12. DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du CCATP sont apportées aux articles suivants des documents et des normes françaises homologuées ci-après :

a) CCAG :

CCATP 1-2.2	déroge à l'article	3.2.1 du CCAG
CCATP 1-3	déroge à l'article	13.1.2 du CCAG
CCATP 3-3	déroge à l'article	15.3 du CCAG
CCATP 3-3.2	déroge à l'article	10.2.4 du CCAG
CCATP 4-2	déroge à l'article	14.1.1 du CCAG
CCATP 4-2	déroge à l'article	14.1.2 du CCAG
CCATP 4-2.1	déroge à l'article	14.1.1 du CCAG
CCATP 8-3.1	déroge à l'article	33.1 du CCAG
CCATP 9	déroge à l'article	41.2 du CCAG

b) CCTG et CPC travaux publics

c) Normes françaises homologuées

d) Autres normes